

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1981-1982

12 FEVRIER 1982

**Proposition de loi relative
à l'interruption de la grossesse****(Déposée par M. Lallemand et consorts)**

DEVELOPPEMENTS

L'avortement est devenu le problème pénal le plus controversé de notre législation.

Il symbolise aujourd'hui le divorce qui existe entre un système juridique et une large partie de l'opinion publique.

Depuis 1973, date de l'arrestation du Dr Peers, il est devenu évident que la répression de l'avortement médical ne correspond plus aux exigences profondes de la conscience sociale.

De fait, depuis cette date, il est devenu manifeste que les parquets se trouvaient paralysés dans l'application de la loi pénale; qu'ils évitaient de prendre l'initiative des poursuites, classaient certaines affaires, tantôt poursuivaient les femmes qui avaient fait pratiquer un avortement, tantôt les ignoraient dans les poursuites.

Il est apparu aussi qu'ils ont laissé se prescrire un certain nombre d'affaires.

Les récentes déclarations du Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles annonçant sa volonté de reprendre des poursuites laissées en suspens depuis longtemps, ont souligné l'acuité du problème pénal suscité par cette impuissance de fait à assurer l'exécution de la loi et l'obligation qui pèse sur les magistrats de la faire respecter.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1981-1982

12 FEBRUARI 1982

**Voorstel van wet
betreffende de zwangerschapsafbreking****(Ingediend door de heer Lallemand c.s.)**

TOELICHTING

De zwangerschapsafbreking is het grootste twistpunt in ons strafrecht geworden.

Het verzinnebeeldt de kloof die er ligt tussen een rechtstelsel en een groot gedeelte van de openbare mening.

Sinds 1973, toen Dr. Peers werd aangehouden, is het duidelijk geworden dat het tegengaan van zwangerschapsafbreking op medische gronden niet meer beantwoordt aan wat er diep in het bewustzijn van de bevolking leeft.

Sindsdien is immers gebleken dat de parketten zich verlamd voelden bij de toepassing van de strafwet; dat zij vermeden het initiatief te nemen tot vervolging, bepaalde zaken sepoeneerden, nu eens de vrouwen vervolgden die een abortus hadden laten uitvoeren en ze dan weer ongemoeid lieten.

Het is ook gebleken dat zij een aantal zaken hebben laten verjaren.

De recente verklaring van de Procureur-generaal bij het Hof van Beroep van Brussel, dat hij de reeds lang hangende gebleven vervolgingen zou hervatten, wijst op de ernst van het strafrechtelijk probleem dat opgerezen is uit deze feitelijke onmacht om de wet te doen uitvoeren en de verplichting die op de magistraten rust om de wet te doen naleven.

L'appel de ce haut magistrat — on peut le penser — était conditionné par le sentiment qu'était intolérable, non pas tant l'absence de poursuites des avortements médicaux, mais le maintien d'une loi répressive qui contraint le parquet à déférer aux tribunaux les partenaires à tout avortement qui ne trouve pas sa cause dans la nécessité stricte de sauvegarder la vie de la mère, lorsque celle-ci est gravement menacée. Hors cette situation, point de rémission pénale.

Des promesses politiques ont été faites il y a plusieurs années annonçant un règlement législatif des problèmes intolérables posés par l'application de la loi.

A l'annonce du dépôt devant le Parlement de plusieurs propositions de loi, les parquets, encouragés par les Ministres de la Justice, ont suspendu de facto les fixations des affaires devant les tribunaux.

Ils ont fait en sorte que pendant des années, des affaires soient retenues et ne soient pas fixées comme cela aurait dû être devant les juridictions.

Ils ne peuvent assurément être blâmés d'avoir voulu éviter à des femmes et à des hommes l'épreuve des procès correctionnels, alors même que de toute évidence, le monde politique tout entier et une large partie de l'opinion publique souhaitent que ces procès ne se tiennent pas.

Ainsi depuis des années, l'application de la loi pénale est demeurée en suspens, pendant que se déployaient, aux yeux de tous ceux qui voulaient bien les considérer, des pratiques d'avortements médicaux, tant dans les hôpitaux universitaires que dans les centres extra-hospitaliers qui développent ainsi des expériences médicales nouvelles, d'une incontestable qualité humaine et médicale.

Pour autant que l'on puisse tirer des renseignements de cette période toute récente, il semble bien qu'ont été confirmés les enseignements venus des pays où l'avortement est légalisé, à savoir que l'avortement médical pratiqué selon les méthodes modernes et selon les règles d'une éthique médicale rigoureuse ne présente aucun danger pour la santé des patientes et ne suscite plus la réprobation qui frappait indistinctement tous les avortements.

**

La déclaration du Procureur général de Bruxelles visait indirectement mais certainement le Parlement national, qui, le fait n'est pas discutable, n'a pas voulu ou n'a pas pu en des délais raisonnables, changer la législation pénale.

La raison de cet immobilisme réside paradoxalement dans la suppression quasi totale de la pression répressive.

Alors même que les procureurs et les ministres retenaient les poursuites dans l'espoir d'une solution parlementaire rapide, les parlementaires trouvaient dans cette politique, dictée par l'imminence d'une réforme législative, le confort d'une pause.

De l'opinion de ce haut magistrat — on peut le penser — était conditionné par le sentiment qu'était intolérable, non pas tant l'absence de poursuites des avortements médicaux, mais le maintien d'une loi répressive qui contraint le parquet à déférer aux tribunaux les partenaires à tout avortement qui ne trouve pas sa cause dans la nécessité stricte de sauvegarder la vie de la mère, lorsque celle-ci est gravement menacée. Hors cette situation, point de rémission pénale.

Jaren geleden al zijn politieke beloften gedaan om een wetelijke regeling te treffen voor de ondraaglijke problemen die de toepassing van de wet doet rijzen.

Na de indiening van verscheidene wetsvoorstellen bij het Parlement hebben de parketten, hierin aangemoedigd door de Ministers van Justitie, het bepalen van de rechtsdag voor abortuszaken de facto opgeschort.

Zij hebben het zo ingericht dat die zaken aangehouden werden en niet voor de rechter kwamen, zoals dat had moeten gebeuren.

Men kan het hun zeker niet ten kwade duiden dat zij vrouwen en mannen de beproeving van een correctioneel proces hebben willen besparen, aangezien de gehele politieke wereld en een groot gedeelte van de openbare mening overduidelijk wensten dat dergelijke processen niet zouden doorgaan.

En zo is de toepassing van de strafwet jaren opgeschort gebleven, terwijl al wie ogen had zien kon dat abortus werd uitgevoerd door artsen zowel in academische ziekenhuizen als in privé-klinieken, zodat nieuwe ervaringen werden opgedaan van een onmiskenbare menselijke en medische kwaliteit.

Voor zover men uit die zeer recente periode enige lering kan trekken, lijkt het wel alsof de ervaring van landen waar abortus gelegaliseerd is, wordt bevestigd, nl. dat zwangerschapsafbreking door een arts volgens moderne methoden en volgens de regels van een strenge medische ethiek geen gevaar op evert voor de gezondheid van de vrouw en ook niet meer zo sterk wordt afgekeurd als vroeger, toen elke vruchtafdrijving zonder onderscheid werd verworpen.

**

De verklaring van de procureur-generaal van Brussel was zijdelings maar onmiskenbaar gericht tot het nationaal Parlement, hetwelk — en dit is onbetwistbaar — de strafwetgeving niet binnen redelijke termijnen heeft willen of kunnen veranderen.

Paradoxaal genoeg is dit stilzitten van het Parlement te wijten aan het feit dat de repressieve druk zo goed als volledig is weggefallen.

Terwijl procureurs en ministers de vervolgingen tegenhiel- den, in de verwachting van een spoedige oplossing in het Parlement, vonden de parlementsleden juist in die politiek, ingegeven als zij is door het vooruitzicht op een op handen zijnde wetshervorming, een gereede aanleiding om de zaken op hun beloop te laten.

Tout se passe en effet comme si deux consensus contradictoires étaient à l'œuvre : la majorité de l'opinion publique ne souhaite plus et n'accepte plus que l'on poursuive les avortements médicaux mais une autre majorité se forme aussi pour empêcher qu'en soit consacrée officiellement la dépénalisation.

Le divorce entre les mœurs et les exigences d'une idéologie dominante renvoie sans doute à bien des traditions nationales ...

Mais l'annonce de la reprise des poursuites suscite une nouvelle urgence et contraint chaque parlementaire à prendre attitude.

Le temps est venu de substituer à un système de tolérance passive un système de droit.

Les signataires de la présente proposition mesurent parfaitement la difficulté de cette reconversion législative à laquelle nous contraignent les poursuites judiciaires.

Pour beaucoup de parlementaires, sincèrement convaincus de l'inadmissibilité foncière de l'avortement médical, le vote d'une loi de dépénalisation exprime une intolérable transgression de la loi morale.

Cette attitude mérite sans doute la considération que l'on doit à tous ceux qui agissent dans le respect des valeurs qu'ils considèrent comme supérieures.

Et du reste, les partisans de la dépénalisation de l'avortement peuvent d'autant mieux comprendre l'attitude de nombreux chrétiens qu'ils considèrent l'avortement comme une décision grave que toute femme doit prendre au plus profond d'elle-même face à des choix fondamentaux.

Mais dès lors que l'on déploie la problématique de l'avortement, l'on s'aperçoit vite que sont en conflit irréductible des valeurs essentielles : le droit de la femme de maîtriser son destin, de ne pas subir, jusqu'à être dépossédée de son indépendance, une grossesse non voulue, et les valeurs tout aussi fondamentales qui s'attachent au respect de la vie potentielle qui se développe depuis la conception.

Le débat sur l'avortement est né avec l'émancipation de la femme. Il est né aussi de la somme impressionnante des souffrances qui ont été et sont le lot des femmes soumises à l'avortement clandestin, aux « faiseuses d'ange ».

Au plus fort de la répression pénale, le cortège de ces femmes maltraitées et exploitées par des mains inexpertes ne s'est jamais réduit.

Au contraire, il est apparu que le taux de la natalité était indépendant des dispositions répressives en matière d'avortement. L'on est aussi convaincu aujourd'hui que la répression pénale ne diminue pas de manière significative le nombre des avortements mais en accroît le coût et les risques pour la santé des femmes qui doivent y recourir.

Het lijkt inderdaad alsof hier twee tegenstrijdige stromingen aan het werk zijn : de meerderheid van de publieke opinie, die niet meer wenst en aanvaardt dat medische vruchtafdrijving wordt vervolgd, en een andere meerderheid die wil verhinderen dat abortus aan het strafrecht wordt onttrokken.

De kloof die er gaapt tussen de zeden en de eisen van een heersende ideologie, heeft ongetwijfeld te maken met een aantal nationale tradities ...

Het bericht dat de rechtsvervolgning hervat zal worden, maakt de zaak opnieuw dringend en noopt ieder parlementslid om zijn houding te bepalen.

De tijd is gekomen om het systeem van lijdelijk gedogen te vervangen door een systeem van stellig recht.

De ondertekenaars van dit voorstel beseffen ten volle hoe moeilijk het zal zijn om te komen tot deze wetswijziging waartoe de rechtsvervolgning ons dwingt.

Voor vele parlementsleden, die innig overtuigd zijn dat het onttrekken van de medische abortus aan de werking van de strafwet fundamenteel ontoelaatbaar is als een onduldbare overtreding van de zedenwet.

Deze houding verdient zeker de achting die verschuldigd is aan allen die hun handelen afstemmen op wat zij als een hogere waarde aanmerken.

En overigens, de voorstanders van onttrekking aan het strafrecht kunnen de houding van vele Christenen des te beter begrijpen, daar zij zelf ook de zwangerschapsafbreking beschouwen als een zware beslissing die elke vrouw in haar diepste binnenste moet nemen wanneer zij tegenover zulk een fundamentele keuze komt te staan.

Maar wie nader ingaat op de abortusproblematiek, bespeurt al gauw dat hier een stel essentiële waarden onverbidde-lijk tegen elkaar opbotsen : het recht van de vrouw om haar eigen lot in handen te nemen, om een ongewilde zwangerschap niet te ondergaan ten koste van haar onafhankelijkheid, en de even fundamentele waarden die verbonden zijn aan de eerbied voor het potentiële leven dat zich vanaf de bevruchting gaat ontwikkelen.

Het debat over de abortus is ontstaan uit de ontvoogding van de vrouw. Het is ook ontstaan uit het onnoemelijke leed dat de vrouwen te dragen hadden, en hebben, wanneer zij zich moesten wenden tot een « engeltjesmaakster » voor een clandestiene abortus.

Ook in de tijd toen de strafbepalingen het strengst werden toegepast, is de stoet van deze door onervaren handen mishandelde en uitgebuide vrouwen steeds even lang gebleven.

Daarentegen is gebleken dat het geboortecijfer onafhankelijk is van de strafbepalingen op abortus. Tegenwoordig is men ook overtuigd dat strafvervolgning het aantal vruchtafdrijvingen niet belangrijk vermindert, maar wel de kosten doet oplopen en de gevaren vergroot voor de gezondheid van de vrouwen die naar dat noodmiddel moeten grijpen.

De surcroît, la proximité des pays qui ont dépénalisé en droit ou en fait les pratiques médicales d'interruption volontaire de grossesse, a aussi favorisé la multiplication des avortements à l'étranger. Mais cette licence nouvelle n'est accordée qu'aux femmes les mieux nanties qui, depuis longtemps, connaissaient le chemin privilégié de la Suisse, des Pays-Bas ou de l'Angleterre.

Aux plus pauvres d'entre-elles était réservés l'avortement clandestin, la pratique des faiseuses d'ange et une intense et dangereuse culpabilisation.

Cette situation n'a pas été entièrement résorbée à la suite de la nouvelle politique répressive des parquets...

**

Par ailleurs, il n'est pas contestable que s'est brisé l'accord de toutes les tendances philosophiques que la législation d'inspiration canonique avait réussi pendant des décennies à concilier sur une politique répressive radicale.

Le débat juridique s'est ainsi doublé d'un conflit idéologique, les uns marquant à la suite du Pape un refus rigoureux de la dépénalisation, les autres au contraire affirmant leur volonté de rendre à la femme le droit de trancher le conflit qui se noue, en chacune d'elles, lorsqu'apparaît une grossesse non voulue, ou compromise par des circonstances exceptionnelles.

Dans la mesure où une large unanimité du corps social ne soutient plus la règle répressive, le droit doit être dépénalisé, au sens strict, libéralisé.

C'est le chemin qu'a suivi la promotion de la démocratie lorsque l'Etat a été séparé de l'Eglise et dans la mesure où les conflits idéologiques ont été soustraits à l'emprise répressive du pouvoir de l'Etat.

L'institution du divorce a suscité une problématique en bien des points comparables à celle de l'avortement. Ce fut, sur le fond de l'échec d'une certaine politique familiale, une promotion de la liberté individuelle. Elle consacra le refus d'enchaîner des vies à des institutions et de plonger dans l'illegalité des milliers d'hommes et de femmes séparés.

Sans doute faut-il se demander si dans les circonstances actuelles, il faut opter pour une dépénalisation complète de l'avortement médical.

Les signataires croient, en conscience, que seule une telle réforme législative apportera une solution satisfaisante à la situation actuelle, à l'état des mœurs et des pratiques et aux exigences idéologiques en présence.

Cette solution doit sans doute être accompagnée du développement de l'information scolaire et para-scolaire sur la sexualité et la contraception et de la promotion des services

Ook de nabijheid van de landen waar de medische zwangerschapsafbreking niet meer strafbaar is in rechte of in feite heeft het aantal gevallen van abortus in het buitenland doen toenemen. Maar deze nieuwe mogelijkheid staat slechts open voor bemiddelde vrouwen die sedert lang de bevoorrechte weg kennen naar Zwitserland, Nederland of Engeland.

De armste onder hen moeten het stellen met een clandestiene abortus door een engeltjesmaakster bleven zitten met een intens en gevaarlijk schuldcomplex.

Deze toestand is niet volkomen weggewerkt door nieuwe beleid van de parketten...

**

Het valt trouwens niet te betwisten dat er een breuk is ontstaan tussen de levensbeschouwelijke strekkingen die een canonierechtelijk geïnspireerde wetgeving decennialang had weten te verenigen rondom een radikaal repressiebeleid.

En zo komt het dat het juridisch debat nu ook gepaard gaat met een ideologisch conflict, waarbij de ene partij in het voetspoor van de Paus de onttrekking van abortus aan het strafrecht vastberaden afwijst en de andere aan elke vrouw het recht wil teruggeven om zelf naar een oplossing te zoeken voor het conflict dat in haar ontstaat bij een ongewilde zwangerschap of wanneer haar zwangerschap door buitengewone omstandigheden in gevaar wordt gebracht.

Waar de eis van bestraffing geen steun meer vindt in brede lagen van de samenleving, moet de strafbaarstelling uit het recht verdwijnen, moet het recht in de ware zin van het woord geliberaliseerd worden.

Dat is de weg die de voortschrijdende democratisering heeft gevolgd toen Kerk en Staat gescheiden werden en de levensbeschouwelijke conflicten onttrokken werden aan de repressieve greep van de staatsmacht.

De instelling van de echtscheiding leidde tot problemen die op vele punten vergelijkbaar zijn met die van de zwangerschapsafbreking. Tegen de achtergrond van de mislukking van een bepaald gezinsbeleid betekende het een vooruitgang voor de persoonlijke vrijheid. Het bekrachtigde de weigering om mensenlevens te ketenen aan instellingen en duizenden gescheiden mannen en vrouwen in onwettigheid te doen belanden.

Wel moeten wij ons afvragen of het onder de tegenwoordige omstandigheden gewenst is de medische abortus volledig buiten het strafrecht te doen vallen.

De ondertekenaars van dit voorstel menen in gemoede dat dit het enige middel is om aan de bestaande problemen een bevredigende oplossing te geven die rekening houdt met de hedendaagse zeden en praktijken en met de eisen van levensbeschouwelijke aard.

Deze oplossing dient natuurlijk gepaard te gaan met een ruimere voorlichting over seksualiteit en contraceptie in en buiten schoolverband en met een uitbreiding van de opvang-

d'accueil des enfants (crèches, assistance familiale, etc.). Il faut aussi assurer la promotion d'une éducation valorisant le développement des conceptions élevées de l'amour, soulignant le rôle majeur de la famille et valorisant l'esprit de responsabilité. Mais lorsque survient une grossesse non voulue, aucune structure, aucune volonté extérieures ne peuvent pour la prise de décision, contraindre légalement la volonté de la femme.

Nous aimerions en convaincre ceux qui cherchent des solutions dans le recours à un magistère extérieur, dans des formules d'assistance et de guidance alléatoires, ou de contrôle de la décision.

Les indispensables aménagements sociaux n'empêcheront jamais les échecs de la contraception. Ils n'élimineront pas tous les cas d'avortement. Dès lors que survient une grossesse non voulue par la femme et qu'elle ne peut supporter physiquement ni moralement, comment décider ?

Certains songent à rendre obligatoire une concertation de la femme avec certains spécialistes, assistants sociaux et conseillers moraux. Ceux-ci devraient donner un avis favorable pour que l'avortement puisse être pratiqué légalement.

De telles dispositions sont à proscrire pour deux raisons : d'abord, parce qu'elles sont inefficaces et qu'elles n'empêcheront ni les avortements clandestins ni les avortements à l'étranger; ensuite, parce qu'elles affirment un droit de nature cléricale sur une prise de décision qui est la plus individuelle et la plus personnelle qui soit.

On n'aperçoit pas quelles justifications peuvent habiliter des fonctionnaires ou des employés d'un département de santé publique ou encore des personnes indépendantes à sonder les raisons les plus intimes et à jauger avec sécurité les justifications les plus subtiles.

De tels interrogatoires imposés à la femme, outre qu'ils conduisent à des décisions arbitraires, portent atteinte à sa dignité éminente.

S'il est nécessaire que la femme puisse prendre sa décision en connaissance de cause et dans la plus grande sérénité possible, il s'avère néanmoins que la seule concertation obligatoire admissible est celle qu'elle aura avec le médecin qu'elle s'est librement choisi.

Le médecin, selon les normes de l'éthique médicale, aura avec sa cliente un entretien approfondi. Il respectera toutes les restrictions qui pourraient être décidées pour préserver la santé de sa cliente.

Le médecin ne pourra par ailleurs jamais être contraint à pratiquer un avortement : il appréciera le moment le plus opportun pour effectuer l'intervention et déterminera les circonstances et les moyens à mettre en œuvre pour la réaliser.

Dans ces conditions, les soussignés souhaitent donc que l'interruption volontaire de grossesse soit dépénalisée. Mais l'avortement pratiqué sans le consentement de la femme restera punissable, ainsi que l'avortement pratiqué par des non-médecins.

diensten voor kinderen (dagverblijven, gezinshulp, enz.). Ook behoort in de opvoeding meer aandacht te worden besteed aan de verhevenheid van de liefde, met de nadruk op de doorslaggevende rol van het gezin en de groei van het verantwoordelijkheidsbesef. Maar bij een ongewenste zwangerschap mag geen enkele structuur, geen enkele kracht van buitenaf de vrouw wettelijk hinderen in haar besluitvorming.

Wij zouden deze overtuiging gaarne bijbrengen aan degenen die een oplossing zoeken in het leergezag van buitenstaanders, in formules van verplichte bijstand en begeleiding of van controle van de beslissing.

Een aanpassing van de sociale voorzieningen, hoe onmisbaar ook, zal nooit de mislukkingen van de contraceptie kunnen voorkomen. Zij zal niet alle abortusgevallen uitschakelen. Hoe moet er beslist worden in geval van een ongewenste zwangerschap die de vrouw lichamelijk of zedelijk niet kan dragen ?

Sommigen willen een verplicht overleg van de vrouw met medische specialisten, maatschappelijke assistenten en morele raadgevers. Die zouden een gunstig advies moeten geven om een zwangerschap wettig te kunnen afbreken.

Dergelijke maatregelen zijn om twee redenen te verwerpen : allereerst, omdat zij ondoeltreffend zijn en niet kunnen verhinderen dat abortus clandestien of in het buitenland plaatsheeft; vervolgens, omdat zij de bevestiging zijn van een recht van klerikale aard op het nemen van deze allerindividueelste en allerpersoonlijkste beslissing.

Men ziet niet goed in op welke gronden een ambtenaar of bediende van een openbare gezondheidsdienst, of een onafhankelijke persoon, zich gerechtigd zou kunnen achten om de diepste roerselen te peilen en de subtielste beweegredenen veilig af te wegen.

Een dergelijk verhoor aan de vrouw opleggen voert niet alleen tot willekeurige beslissingen, maar is ook een aanslag op haar waardigheid.

Al is het noodzakelijk dat de vrouw haar besluit met de nodige voorkennis en in de grootst mogelijke gemoedsrust moet kunnen nemen, het is ook duidelijk dat alleen het overleg met een vrijelijk gekozen arts als dwingend voorschrift aanvaardbaar kan zijn.

De arts zal met zijn cliënte een diepgaand onderhoud hebben. Hij zal alle beperkingen in acht moeten nemen waartoe zou kunnen worden besloten om de gezondheid van zijn cliënte te vrijwaren.

De arts zal overigens nooit kunnen worden gedwongen om een abortus uit te voeren : hij zal het geschikte tijdstip bepalen voor de ingreep en beslissen onder welke omstandigheden en met welke middelen die moet plaatshebben.

Derhalve wensen de ondergetekenden dat de opzettelijke zwangerschapsafbreking niet langer strafbaar zal zijn. De strafbaarheid wordt echter gehandhaafd, wanneer de vrucht wordt afgedreven zonder toestemming van de vrouw of door niet-geneeskundigen.

Restent aussi d'application les sanctions relatives à l'exercice illégal de l'art de guérir et celles qui punissent les fautes médicales qui ont porté atteinte à l'intégrité physique d'une personne.

R. LALLEMAND.

**

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE 1^{er}

L'interruption de la grossesse constitue un acte d'exercice de l'art médical, visé à l'article 2 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales.

ART. 2

L'article 350 du Code pénal est modifié comme suit :

« Celui qui, n'étant pas habilité à exercer l'art médical conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté royal visé à l'article premier, aura, par aliments, breuvages, médicaments ou tout autre moyen, fait avorter une femme qui y a consenti, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. »

ART. 3

Sont abrogés les articles 351, 352 et 353 du Code pénal, de même que les deux derniers alinéas de l'article 383 de ce Code.

R. LALLEMAND.

L. DE PAUW-DEVEEN.

P. DESCAMPS.

K. POMA.

J. NUTKEWITZ.

S. MOUREAUX.

S. JORTAY-LEMAIRE.

Van toepassing blijven ook de sancties op de onwettige uitoefening van de geneeskunst en op medische fouten die afbreuk hebben gedaan aan de fysieke gaafheid van de behandelde persoon.

**

VOORSTEL VAN WET

ARTIKEL 1

Zwangerschapsafbreking is een daad van uitoefening van de geneeskunst als bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 78 van 10 november 1967 betreffende de geneeskunst, de uitoefening van de daaraan verbonden beroepen en de geneeskundige commissies.

ART. 2

Artikel 350 van het Strafwetboek wordt gewijzigd als volgt :

« Hij die, niet bevoegd zijnde om de geneeskunst uit te oefenen overeenkomstig de voorschriften van artikel 2 van het koninklijk besluit, genoemd in artikel 1, door spijzen, dranken, artsenijen of enig ander middel vruchtafdrijving veroorzaakt bij een vrouw die daarin heeft toegestemd, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en tot geldboete van zeventwintig frank tot vijfhonderd frank.

ART. 3

Opgeheven worden de artikelen 351, 352 en 353 van het Strafwetboek, alsmede de twee laatste leden van artikel 383 van dat Wetboek.